

LA BOÎTE À OUTILS

DU PROGRAMME URBAIN DE L'UE

Avec la BEI et le Comité des régions, construisez votre collectivité durable



**Banque
européenne
d'investissement**

La banque de l'UE



La BEI a conseillé les autorités municipales de Varsovie lorsqu'a été planifié l'agrandissement du métro de la ville, afin de veiller à ce que ce projet puisse recevoir les aides non remboursables de l'UE dont il avait besoin. Puis la Banque a prêté la majeure partie du solde à la capitale polonaise.

La première fois que les banquiers de la BEI sont venus discuter de l'agrandissement du petit réseau métropolitain de Varsovie, ils n'ont pas posé les questions qu'attendait l'adjoint au maire de Varsovie, Michal Olszewski : « Un banquier commercial nous aurait demandé si nous allions être en mesure de rembourser le prêt. La BEI voulait savoir pourquoi nous avons besoin d'un métro. »

Ce qui a impressionné M. Olszewski, c'est le fait que la BEI voulait s'assurer que la municipalité prenait la bonne décision sur le plan financier – et vis-à-vis des objectifs stratégiques de l'UE. « La BEI n'est pas seulement là pour financer un projet, mais aussi pour contribuer à relever les défis stratégiques » dit-il. « Une fois qu'ils approuvent votre projet, cela constitue une réelle validation du concept. »

La mise à l'épreuve, par la BEI, du concept développé par la ville de Varsovie a débuté bien avant que celle-ci ne contracte, en 2012, un prêt de 111 millions d'EUR pour acheter du nouveau matériel roulant destiné au métro, puis un autre prêt de 115 millions d'EUR, en 2013, pour la construction du tronçon central de la deuxième ligne de métro et de sept nouvelles stations. La collaboration a démarré lorsque la Ville a sollicité les conseils des responsables du programme Jaspers sur la meilleure façon de structurer son projet afin que l'octroi d'importantes aides non remboursables de l'UE soit justifié.

Jaspers (Joint Assistance to Support Projects in European Regions) signifie « Assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes ». Cofinancée par la Commission européenne et la BEI, l'initiative Jaspers offre toute une gamme de services de conseil dans les domaines suivants : transports et investissements dans des projets environnementaux, RDI, technolo-

gies de l'information et de la communication, santé, éducation et aménagement urbain. Ces services concernent tant l'analyse d'un projet et la recommandation de modifications que l'appui fourni lors de la mise en œuvre. S'agissant de Varsovie, les conseils ont porté sur la formulation de justifications quant à la faisabilité du projet et sur l'évaluation de l'impact environnemental.

C'est ainsi que Varsovie a pu recevoir de la Commission européenne la somme de 945 millions d'EUR, pour un coût total de 1,5 milliard d'EUR.

La municipalité de Varsovie travaille actuellement avec la Banque sur un prêt de 200 millions d'EUR, dans le cadre de son projet de quelque 1,9 milliard d'EUR visant la construction de 11 stations supplémentaires et d'un dépôt ainsi que l'achat de 49 nouveaux éléments de matériel roulant. « C'est fantastique » déclare M. Olszewski. « On a vraiment l'impression de contribuer à quelque chose de formidable pour sa ville. »



“ On a vraiment l'impression de contribuer à quelque chose de formidable pour sa ville. ”

La BEI a prêté 200 millions d'EUR à Belfius, finançant ainsi la moitié du programme « Smart Cities and Sustainable Development » de cette banque belge, ce qui crée un lien entre la BEI et des collectivités qui sont trop petites pour accéder à ses prêts ordinaires.

Au cours des siècles, la ville de Dinant s'est agrandie le long des berges de la Meuse, enserrée par les pentes rocheuses qui se dressent de part et d'autre du fleuve. Mais ses 14 000 habitants n'y avaient pas directement accès, en raison des routes qui le bordent.

Le maire, Richard Fournaux, a toujours estimé que la population de Dinant devrait pouvoir mieux profiter de ce joli quartier. Grâce à l'appui du programme « Smart Cities », M. Fournaux réalise ce rêve. Sur la rive droite, une promenade baptisée La Croisette détournera le trafic des berges du fleuve et accueillera des zones pour les piétons et les cyclistes ainsi que des aires de jeu. « Voici une occasion d'établir des infrastructures qui auront un impact considérable sur la qualité de vie et l'emploi dans notre ville » déclare M. Fournaux.

Le programme « Smart Cities » a démarré en juin 2015. Plus de 30 projets dans les domaines de l'efficacité énergétique, de la mobilité durable et de la rénovation urbaine ont déjà été financés en partenariat avec la BEI. Ce dispositif engendre déjà des retombées positives pour un million d'habitants et 150 aménagements supplémentaires sont actuellement en cours d'examen. Parmi les pre-

miers projets, l'on peut citer :

- des panneaux photovoltaïques destinés à l'école du village à Silly et des installations sportives à Genappe ;
- des bâtiments publics à consommation d'énergie quasi nulle à Schelle, Bierbeek et Gembloux ;
- des maisons de repos à Sambreville, Landen, Stekene et Sint-Truiden ;
- une station de carburant plus propre à Harelbeke, qui sera utilisée par des camions de collecte des déchets de dix municipalités ;
- la conversion de friches industrielles en nouveaux bâtiments publics, avec un aménagement urbain à usage mixte et des infrastructures de mobilité durable à Wetteren.

Tout en offrant des taux d'intérêt favorables grâce au soutien de la BEI, ce programme établit un lien entre les petites collectivités et des sources de financement européen auxquelles elles ne seraient pas forcément en mesure d'accéder autrement. « Je suis convaincu qu'il y a des banques, dans d'autres pays européens, qui pourraient assumer cette fonction d'intermédiaire pour les petites municipalités » ajoute M. Hayen, qui gère le programme « Smart Cities » pour Belfius. « Si elles font équipe avec la BEI, elles pourraient adopter la même démarche. »

À Dinant, la Croisette attirera les touristes au bord du fleuve. Ils ne pourront pas venir en voiture. Un projet « Smart Cities » est déjà en cours pour construire des parkings en-dehors du centre-ville. « Voici le début d'une réelle conversion de notre ville » explique M. Fournaux.

“ Il y a des banques, dans d'autres pays européens, qui pourraient assumer cette fonction d'intermédiaire pour les petites municipalités. ”



Grâce à un fonds d'investissement renouvelable, la Région a réussi à maximiser l'incidence des aides non remboursables. Voici comment transformer des aides non remboursables classiques en instrument financier efficace.

Que l'ancienne mine à ciel ouvert de Cutacre, aux abords de l'agglomération de Manchester, serve de cadre à la mise en œuvre d'un instrument financier de pointe peut être surprenant. Néanmoins, ce site de 45 kilomètres carrés n'est qu'un élément d'une série de projets, au nord-ouest de l'Angleterre, qui sont financés par un fonds de développement de 60 millions de GBP appelé Evergreen. Géré par une entité privée, pour le compte de 16 collectivités territoriales, cet instrument financier peut sembler compliqué, mais Cutacre en illustre les caractéristiques essentielles : l'investissement réalisé par Evergreen a débloqué un projet clé, ce prêt est déjà en cours de remboursement et les fonds imputés à d'autres projets.

Une nouvelle démarche se fait jour en matière d'intervention du secteur public. Au lieu de rechercher de rarissimes ressources en

vue d'accorder des subventions, des collectivités locales, régionales et nationales ont créé un fonds de développement urbain qui propose des prêts. Une fois ceux-ci remboursés, le fonds réinvestit les recettes. Naturellement, puisque les prêts doivent être remboursés, il convient de les affecter à des projets bancables qui, à leur tour, attirent des investisseurs privés, amplifiant encore davantage l'incidence des fonds publics.

« Evergreen nous a permis de créer un vecteur d'investissement d'un type différent, dont la stratégie est alignée sur ce que nous voulons entreprendre, au niveau de la ville, pour promouvoir l'urbanisation » déclare Desmond Gardner, l'un des directeurs du fonds établi à Manchester. « Nous sommes partis d'une excellente idée, que nous avons transformée en un dispositif qui fonctionne remarquablement bien. »

La structure du mécanisme est la suivante. La BEI reçoit des subventions du Fonds européen de développement régional et d'or-

ganismes gouvernementaux nationaux. La Banque sélectionne des intermédiaires financiers pour gérer les investissements dans différents projets. Dans ce cas, il s'agit d'Evergreen, qui a été créé par les collectivités locales en partenariat avec un gestionnaire de fonds privé. Evergreen a également accès à un prêt de 100 millions de GBP que la BEI a octroyé au Manchester City Council.

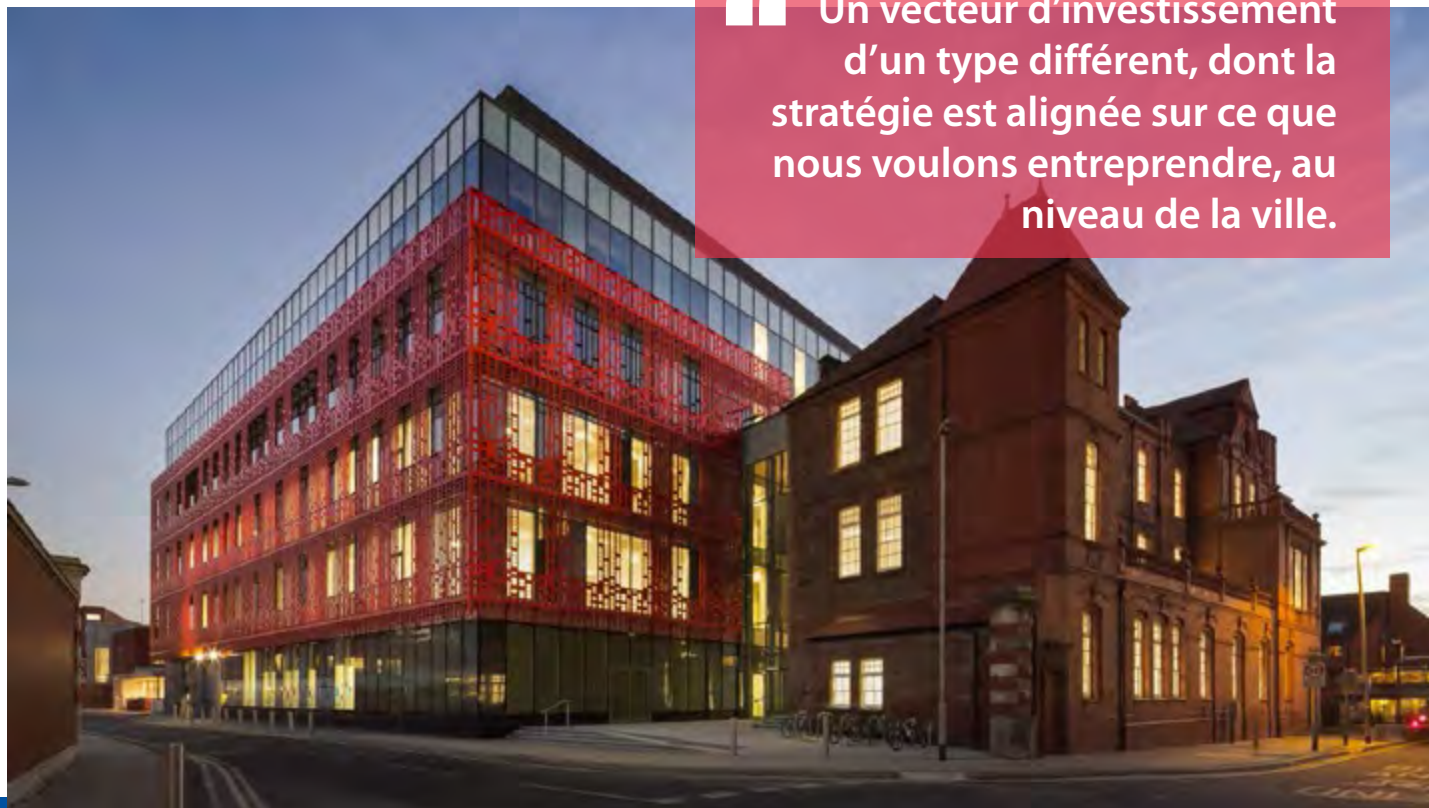
Le fonds a été lancé en 2011 avec l'aide d'un programme mis en place par la BEI et la Commission européenne, intitulé Jessica (Joint European Support for Sustainable Investment in City Areas, « Soutien européen conjoint à l'investissement durable dans les zones urbaines ») dont l'objectif est d'étendre le rayon d'action des subventions de l'UE (connues sous l'appellation de fonds structurels).

Des projets d'Evergreen portent déjà leurs fruits :

- Citylabs : mise en place, à hauteur de 24 millions de GBP, de cette structure biomédicale dans un ancien hôpital ophtalmologique, l'investissement d'Evergreen ayant incité Lloyds Bank à la cofinancer. Le prêt consenti par Evergreen est en cours de remboursement et de recyclage dans de nouveaux investissements ;
- Cutacre : dans une ancienne mine, ce projet a déjà créé 300 emplois ; 3,5 millions de GBP empruntés à Evergreen ont été remboursés ;
- Cotton Building : 10 millions de GBP accordés par Evergreen et Manchester ont attiré 10 millions de GBP d'investissements privés dans ce nouveau bâtiment implanté sur un site industriel. 910 emplois devraient être créés.

Evergreen procède actuellement à une deuxième vague d'investissements – de fait, avec les mêmes ressources. « Les instruments financiers ne conviennent pas forcément à tout le monde » explique M. Gardner. « Ils doivent être adaptés aux besoins locaux. Mais ils peuvent insuffler un réel changement. » Evergreen vise à recycler trois fois ses ressources au cours de ses dix ans d'existence programmée – même si M. Gardner espère que le fonds aura une durée de vie illimitée. Dans l'intervalle, la BEI et la Commission européenne ont lancé la plateforme de conseils sur les instruments financiers (« fi-compass ») (<https://www.fi-compass.eu/>), destinée à dispenser des conseils aux autorités intéressées par les instruments financiers tels qu'Evergreen.

“ Un vecteur d'investissement d'un type différent, dont la stratégie est alignée sur ce que nous voulons entreprendre, au niveau de la ville. ”



Toute ville est confrontée à des besoins multiples. À lui seul, un prêt BEI soutient une kyrielle de projets à Bologne, qu'il s'agisse de programmes de rénovation d'écoles, de pistes cyclables ou de mesures visant à prévenir les importants dégâts causés par les tremblements de terre.

Les élèves de collèges de la partie sud de Bologne seront bientôt en mesure de ne plus devoir effectuer leur trajet quotidien vers des classes surpeuplées situées loin de leur quartier. L'école Via Lombardia sera achevée fin 2016 et accueillera 225 jeunes, à proximité de leur domicile, dans des classes nettement moins chargées qu'actuellement. De plus, cette école :

→ sera construite en éléments préfabriqués, ce qui accélèrera la construction ;

→ est notée A+ pour les économies d'énergie qui seront réalisées grâce à un chauffage solaire et une bonne isolation ;

→ est un bâtiment antisismique (en 2012, un tremblement de terre dont l'épicentre se situait à 36 km de Bologne a tué 27 personnes dans la région).

« Les enfants disposeront d'un meilleur environnement pédagogique, ce qui améliorera leur formation » déclare Marika Milani, la directrice du service Revitalisation urbaine de Bologne. « Ils n'auront pas de long trajet à faire pour aller au collège. Ils ne s'entasseront pas dans une classe surchargée. Nous en sommes très fiers. »

Il y a beaucoup de projets dont M^{me} Milani peut s'enorgueillir. Grâce à un prêt de 50 millions d'EUR de la BEI, Bologne s'engage dans toute une série de projets très différents. Son programme, d'un montant global de 160 millions d'EUR, se fonde sur l'ambition qu'a cette ville de devenir plus agréable à vivre et de se rendre plus attirante pour les sociétés et les visiteurs – mais également de mieux gérer les risques liés aux tremblements de terre et aux

changements climatiques. « Nous n'avions pas assez d'argent pour entreprendre tout cela pour notre belle ville » ajoute M^{me} Milani. « Nous avons vraiment besoin du prêt de la BEI. »

Baptisé prêt-cadre car il couvre plusieurs projets, le financement de la BEI soutiendra :

→ la rénovation de plusieurs bâtiments municipaux, de routes, d'espaces publics et de squares ;

→ l'achèvement d'une piste cyclable entourant le centre-ville historique ;

→ la restauration de la partie des célèbres arcades médiévales (porticos) de Bologne qui mène au sanctuaire San Luca qui domine la ville.

Elle a proposé que ces porticos soient inscrites sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco. « Elles représentent, dans les souvenirs des visiteurs, le symbole le plus marquant de Bologne », d'après M^{me} Milani. « Mais nous n'avons pas besoin de mobiliser du temps et de l'énergie pour monter un dossier séparé pour leur restauration. Tous ces différents projets sont réunis en une seule opération avec la BEI, à un taux très avantageux. »

“ Tous ces différents projets sont réunis en une seule opération avec la BEI, à un taux très avantageux. ”



LA BOÎTE À OUTILS DU PROGRAMME URBAIN DE L'UE

Avec la BEI et le Comité des régions, construisez votre collectivité durable

Dans toute l'Europe, les collectivités locales sont des acteurs importants pour la population. Plus de 70 % des Européens vivent dans des zones urbaines et 55 % des investissements publics sont réalisés par des administrations régionales ou locales. La Banque européenne d'investissement et le Comité des régions de l'Union européenne collaborent dans le cadre de toute une palette d'initiatives liées au programme urbain, afin de partager leur savoir avec des décideurs locaux et régionaux en vue d'améliorer l'accès aux financements et de les aider à utiliser plus efficacement les fonds existants. Ces cinq dernières années, la BEI a prêté 95 milliards d'EUR pour des programmes urbains et elle élargit actuellement ce financement à des projets plus risqués, au titre du Fonds européen pour les investissements stratégiques, qui fait partie du Plan d'investissement pour l'Europe. Associés aux services de conseil de la Banque, ces prêts reflètent l'ensemble des thèmes prioritaires du programme urbain de l'UE. Quelles sont ces priorités ? Nous espérons que vous poserez la question. Lisez plutôt quels projets la BEI a financés au titre de chaque **thème prioritaire**.

Emplois et compétences dans l'économie locale



Rzeszow, Pologne, 2015

Prêt de 145 millions d'EUR visant à financer une série de projets urbains, notamment pour des services liés aux infrastructures et pour la desserte, par les transports publics, de zones accueillant des entreprises industrielles qui emploient de la main-d'œuvre locale.

Inclusion des migrants et des réfugiés



Brandebourg, Allemagne, 2015

120 millions d'EUR pour remettre en état ou construire des logements destinés à 113 000 demandeurs d'asile et réfugiés.

Pauvreté urbaine



Royal Liverpool Hospital, Royaume-Uni, 2013

Prêt de 90 millions de GBP pour financer un nouvel hôpital de 600 lits desservant une zone présentant l'un des plus hauts niveaux de dénuement économique et l'une des plus alarmantes situations sanitaires de Grande Bretagne.

Utilisation durable des terres et de solutions naturelles



Fonds Ginkgo, Belgique et France, 2010 et 2016

Apport de fonds propres de 46 millions d'EUR (partiellement dans le cadre du Plan d'investissement pour l'Europe) dans un fonds recourant à des techniques innovantes pour décontaminer des friches polluées, qu'il vend en vue de la construction de bâtiments résidentiels ou de locaux commerciaux.

Mobilité urbaine



Budapest, Hongrie, 2015

Prêt-cadre de 200 millions d'EUR en vue de la rénovation du métro, du tramway, de routes et de ponts pour créer un réseau intégré de transports urbains.

Économie circulaire



Vienne, Autriche, 2015

Prêt de 150 millions d'EUR visant à financer l'utilisation de boues d'épuration comme source d'énergie pour exploiter la station d'épuration de Vienne, réduisant ainsi la facture énergétique.



Qualité de l'air urbain à Milan, Italie, 2014

300 millions d'EUR destinés à une ligne de métro reliant l'aéroport de Linate et la banlieue de la ville. Point noir en matière d'encombrements routiers, Milan présente une topographie et un climat qui accentuent la pollution atmosphérique. La nouvelle ligne de métro s'inscrit dans une stratégie de réduction des embouteillages et d'amélioration de la qualité de l'air.

Portaal Housing Corp., Pays-Bas, 2015

200 millions d'EUR pour moderniser des logements sociaux et construire de nouveaux logements à haute efficacité énergétique à Amersfoort, Leyde et Nimègue.

Matériel roulant dans le Bade-Wurtemberg, Allemagne, 2015

300 millions d'EUR prêtés à l'appui d'une stratégie innovante de passation des marchés dans le domaine des transports publics, visant à favoriser la concurrence. L'État achètera des trains pour les louer à bail à de petits opérateurs ferroviaires qui ne sont pas en mesure de les acquérir car les sources de financement sont rares pour les sociétés de ce type. Il s'agit d'une contribution importante à la stratégie urbaine de la région de Stuttgart, où le nombre d'utilisateurs du rail devrait grimper jusqu'à 25 millions par an.

Infrastructures municipales, Pologne, 2012

Le changement climatique engendre de plus en plus d'épisodes de sécheresse et de crues dans les régions polonaises. Ce prêt de 1 milliard d'EUR contribuera à moderniser des ponts dans de petites villes du sud du pays, comme à Lesna qui a été inondée en 2013. Cette action vise à rendre ces ponts plus stables et capables de résister à des inondations soudaines.

Infrastructures de diffusion et de communication d'Arqiva, Royaume-Uni, 2014

258 millions d'EUR à l'appui de projets portant notamment sur des compteurs intelligents (en vue d'une utilisation plus efficace du gaz et de l'électricité), le Wi-Fi, la télévision et la radio numérique.

Efficacité énergétique via Banco Santander, Espagne, 2015

Prêt de 50 millions d'EUR pour soutenir de petits projets visant l'efficacité énergétique dans des hôtels espagnols. Financement dans le cadre de l'Instrument pour le financement privé de l'efficacité énergétique, comprenant un prêt, un mécanisme d'atténuation des risques et des services de conseil.

Qualité de l'air



Logement



Marchés publics innovants et responsables



Adaptation au changement climatique



Transition numérique



Transition énergétique



ETUDE D'IMPACT TERRITORIALE

Comité
des
Régions

Depuis plusieurs années, le Comité des régions de l'Union européenne (CdR) favorise et réalise des analyses d'impact territorial et urbain. Objectif : une législation européenne plus simple, plus efficace. Étant donné que la plupart des Européens vivent en ville, nous avons besoin d'une législation qui prenne en compte les besoins et les caractéristiques uniques des régions et villes de l'UE.

En novembre 2015, le CdR – en coopération avec la DG REGIO de la Commission européenne, Eurocities, le CCRE et l'ORATE – a réalisé une analyse d'impact urbain pilote sur la performance énergétique des bâtiments. Dans le cadre d'un atelier à Bruxelles, le CdR a accueilli des experts de l'efficacité énergétique représentant des villes européennes de taille et de type différents. Cette évaluation a donné des résultats positifs, mais aussi négatifs, au sein d'un même État membre, ce qui montre clairement combien il importe, comme le CdR le prône, que les analyses d'impact territorial et urbain deviennent monnaie courante dans l'élaboration de la politique européenne.

Le CdR continuera de réaliser des analyses d'impact urbain pour d'autres dossiers comme, récemment, sur « la nouvelle stratégie pour les compétences en Europe » et « l'économie (collaborative) du partage ».





**Banque
européenne
d'investissement**

La banque de l'UE

UNION EUROPÉENNE



Comité des Régions

Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard Konrad Adenauer

L-2950 Luxembourg

☎ +352 4379-1

☎ +352 437704

✉ info@bei.org

www.bei.org

🐦 @EIB

Comité des régions de l'Union européenne

Rue Belliard 99-101

B-1040 Brussels

☎ +32 2 282 22 11

☎ +32 2 282 23 25

www.cor.europa.eu

🐦 @EU_Cor

Partenaires pour le programme urbain

La Banque européenne d'investissement et le Comité des régions de l'Union européenne coopèrent pour construire des collectivités durables dans l'ensemble du continent. Leurs actions conjuguées relèvent des trois piliers du programme urbain de l'UE :

- ➔ **Amélioration de la réglementation** – Les analyses d'impact urbain que réalise le CdR permettent de veiller à ce que l'effet qu'exerce la législation européenne sur les zones urbaines soit soigneusement calibré.
- ➔ **Amélioration du financement** – Les prêts, les instruments financiers et les services de conseil que propose la BEI aident les administrations locales et régionales à planifier et financer leurs priorités, dans le cadre du programme urbain, afin d'assurer la durabilité.
- ➔ **De meilleures connaissances, mieux partagées** – Le CdR et la BEI coopèrent pour faire en sorte que les meilleures pratiques et les connaissances soient mises à disposition et diffusées parmi les autorités urbaines de tous types partout en Europe, par exemple sur la façon dont le plan d'investissement pour l'Europe peut soutenir les investissements urbains.